

LA TRIBUNE POPULAIRE

PREX DE L'ABONNEMENT :

	Paris.	Départ.	Étr.
12 mois.	8	12	16
6 mois.	16	23	30
3 mois.	30	45	60

ANONCES, 60 cent. la ligne.

ADMINISTRATION,

Rue Bergère, 27, au coin du faubourg Montmartre.

S'ADRESSER :

Pour tout ce qui regarde la Rédaction et la Direction à M. L. MÉNIER, et pour l'Administration, à M. DENAIN.

27, rue Bergère.

(On ne reçoit que les lettres affranchies.)

AVIS.

Un abonné, en province, chez tous les libraires et aux bureaux des Messageries nationales et générales, qui reçoivent les abonnements à la Tribune Populaire, sans aucune addition de frais de port d'argent et commission, aux conditions indiquées en tête du journal. Les Directeurs de poste se chargent de l'envoi des fonds pour les abonnements, moyennant un droit de 2 0/0. L'administration ne reçoit que les lettres affranchies.

SOMMAIRE :

Exportations et importations. — Actes officiels. — Commission du Luxembourg. — Lettre de M. Ledru-Rollin. — Nouvelles de l'étranger, départements et des clubs. — Obsèques de M. de la Roche. — Discours du curé de Saint-Germain l'Auxerrois et du citoyen Jay. — Sortin à Paris et dans les départements. — Émeute à la Bourse. — Nouvelles de Paris, etc., etc.

PARIS, 27 AVRIL 1848.

La République s'est établie en France sans contestations sérieuses, sans opposition marquée. Les acclamations les plus enthousiastes ont salué son avènement sur tous les points du royaume ; et, au milieu de ces transports d'allégresse, dans l'explosion de cette joie immense, ceux qui ne l'ont acceptée que comme une nécessité, auraient eu mauvaise grâce d'emboucher la trompette, pour leur louer leurs haines et leurs douleurs. Mais, avisés, ils se sont renfermés dans un silence prudent, n'en sortant que quelques paroles pour chanter une plaintive élégie, à payer le tribut de leurs regrets à de hautes infortunes, comme ils disaient. Jusque-là il n'y avait pas grand mal : ils acquiesçaient à la dette de la reconnaissance : la monarchie avait comblé de tant de bienfaits, que c'eût été crime à eux d'agir autrement ; c'était peut-être aussi prudence et calcul de leur part. Ces larmes, répandues fort à propos sur la tombe de la monarchie, pouvaient, en effet, leur faire pardonner l'adhésion timide qu'ils donnaient à la République triomphante ; et, à un jour donné, les rapprocher avec un régime à jamais détruit, mais dont la restauration impossible, quoi qu'on fasse, n'a pas cessé d'occuper une grande place dans leurs désirs, dans leurs espérances. Cela n'a rien qui doive étonner ; le contraire seul pourrait surprendre. L'esprit, à ses habitudes, comme le corps, et il est bien difficile, impossible même, de les changer subitement, de les réformer tout à fait. Ce changement, cette transformation ne peut être que l'œuvre du temps et de l'influence des circonstances.

Le spectacle imposant qu'offre aujourd'hui le peuple français, cette vie nouvelle qui se répand, qui déborde de toute part, agitant puissamment, nous n'en doutons pas, sur l'esprit et sur la volonté de tous ceux dont la tête a pu se troubler un instant, jetés violemment, comme ils l'ont été, dans un milieu qu'ils redoutaient, sous une forme gouvernementale qu'ils avaient attaquée, combattue, avec toute l'énergie dont ils étaient capables.

Néanmoins, cette transition sera pénible, laborieuse, marquée par plus d'un incident, et l'éclat peut-être en excentricités ! Attarder en face la République victorieuse eût été imprudent ; l'issue d'une bataille rangée n'était pas douteuse ; on a préféré la guerre d'escarmouches ; et nos nouveaux républicains, tout en se rangeant sous la bannière commune, s'escrimaient avec un admirable ensemble, chacune selon son tempérament et la tournure de son esprit, pour susciter des difficultés, faire naître des embarras, et arrêter autant qu'il est en eux le développement des idées démocratiques, des principes républicains. L'union, la concorde, assurément le triomphe de la République. Allons, vite en campagne, le plan à suivre est aussitôt tracé, les batteries sont dressées, chacun est à son poste. Il faut semer

la division, faire naître des craintes, frapper les imaginations malades, ajouter à l'indécision, à l'hésitation des uns, saper la foi trop vive des autres, enfin employer tous les moyens qui peuvent les conduire au but qu'ils se proposent.

Cette tactique est habile, nous n'en convenons pas ; mais il suffira de la signaler pour que la conscience publique en fasse raison, la frappe d'impuissance. Nous ne voulons pas, nous ne pouvons pas croire que dans la cause républicaine, au sein même du Gouvernement provisoire, on soit sur le point d'arborer deux drapeaux ennemis : le patriotisme, le dévouement de ses membres aux principes républicains, cette autre religion des hommes d'élite, ne sauraient être douteux pour personne ; mais quand nous ne serions pas complètement rassurés à cet égard, toutes nos craintes disparaîtraient, en songeant à l'impossibilité, à la folie même de toute tentative insensée. Qu'on ne se y trompe pas : il n'est donné aujourd'hui à aucun homme, eût-il la main puissante de Napoléon, de substituer son action à l'action de tous, d'escamoter la révolution enfin, qui accomplira ses grandes destinées pour le bonheur de la France et de l'humanité tout entière, malgré les obstacles qu'on cherche à faire naître sous ses pas.

Le *Moniteur* publie le tableau comparatif des principales marchandises importées et exportées pendant les trois premiers mois de 1848, 1847 et 1846. Le résultat de cette comparaison est loin d'être défavorable.

En 1848, en effet, le commerce général a été, à l'importation, de 26,577 quintaux métriques ; il était, en 1847, de 21,819 et de 18,755 seulement en 1846. De cet ensemble général, nous extrairons les détails suivants que nous avons pris, à dessein, dans le tableau spécial du mois de mars.

Les marchandises dont l'arrivée a subi, dans le mois, la diminution la plus forte, sont :

1° Des céréales (71,678 quintaux métriques en 1848, — 610,049 en 1847, — 163,670 en 1846). L'explication de cette différence est facile ;

2° Les fils de lin et de chanvre (603 quintaux métriques en 1848, — 2,106 en 1847, — 6,151 en 1846) ; mais l'on se rappelle, sans doute, la faveur qui a été accordée depuis quelque temps à la culture de ces matières premières en France. Cette faveur motivera aussi la décroissance qui existe dans l'arrivée des toiles, laquelle, de 3,017 quintaux métriques en 1846, est tombée, en 1847, à 2,391 et n'est plus que de 519 en 1848.

3° Enfin le zinc (5,880 quintaux métriques en 1848, — 10,132 en 1847, — 11,490 en 1846.) Résultat dont les causes sont plus difficiles à signaler. En revanche, l'arrivée des cuivres a considérablement augmenté. Elle est, en 1848, de 8,495 quintaux métriques ; elle n'était que de 5,076 en 1847, et de 2,618 en 1846.

Pour la houille, cette année a été inférieure, il est vrai, à 1847, mais supérieure à 1846 (1,624,503, en 1848 ; 2,087,058, en 1847 ; 1,458,062, en 1846), et ce qui est important à signaler, le mouvement de l'Angleterre est supérieur à ce qu'il a précédemment été.

Quant à la fonte, elle a subi une diminution, comparativement à 1847 ; son exportation est tombée, de 101,769 quintaux métriques, à 73,242 ; mais, en 1846, elle n'était que de 54,326, et ces différences ne portent avec elles qu'une signification à l'avantage de l'exercice courant.

L'importation offre donc cette année des résultats satisfaisants. Malheureusement, l'exportation n'a pas suivi, pour sa part, la même progression ; d'après les états comparatifs que nous avons sous les yeux, presque toutes les marchandises françaises ou étrangères exportées ont subi des diminutions qui ne sont pourtant pas très-considérables. Ces diminutions portent surtout sur les vins de liqueur, les mécaniques, les sels, les objets de modes, les verres et cristaux.

A la suite des états commerciaux dont nous venons de parler, le *Moniteur* publie

l'état comparatif du mouvement de la navigation de la France avec l'étranger, les colonies, et la grande pêche pour le premier trimestre des années 1848 et 1847, la situation des entrepôts à la fin du mois de mars.

Le mouvement de la navigation a baissé en 1848. On devait le prévoir. La différence a été, au préjudice de cette année de 824 navires, jaugeant 103,079 tonneaux, à l'entrée, et, à la sortie, de 211 bâtiments dont le tonnage s'élevait à 20,224 tonneaux.

Quant à la situation des entrepôts, elle est rassurante au point de vue de l'approvisionnement. L'effectif des marchandises prêtes à livrer aux consommateurs ou aux fabricants est beaucoup plus considérable qu'il n'a jamais été. L'importation des matières premières, en effet, n'a pas diminué proportionnellement à leur emploi ; il est facile de s'en assurer.

Nous croyons devoir extraire d'un article du *National* les réflexions suivantes :

La France a toujours été une puissance navale de premier ordre, toutes les fois qu'il s'est rencontré à la tête de l'administration de la marine un homme d'une volonté ferme et animé de sentiments nationaux. Telles sont encore aujourd'hui les inépuisables ressources de notre pays et la merveilleuse aptitude des populations de nos côtes, que si les ministres de la marine du dernier gouvernement eussent mis à profit les dix-huit années depuis écoulées depuis 1830, le bon vouloir du pays, dont les instincts poussaient à la régénération de notre puissance navale, et les 1,700,000,000 francs qui ont été alloués dans les budgets annuels, on ne peut douter que la France n'eût rapidement repris sur les mers le rang dont nos revers maritimes durant nos grandes guerres continentales l'avaient fait déchoir. Mais on rencontrait d'insurmontables obstacles dans la politique fatale de la maison d'Orléans, qui ne voulait pas sérieusement de marine, de peur de causer de l'ombrage à l'Angleterre, dans les vices de l'administration, dans le découragement et l'esprit d'insubordination de notre personnel maritime. Qu'en est-il résulté ? C'est qu'aujourd'hui nous avons une flotte insuffisante et que nos arsenaux sont vides.

Nous ne pouvons tarder plus longtemps à appeler l'attention du gouvernement provisoire sur cette situation alarmante, surtout au moment où l'Angleterre donne à ses armements un si formidable développement. Tout est à créer dans l'administration de la marine, et nous n'avons pas encore vu, depuis la révolution de février, se révéler par aucune mesure nouvelle l'impulsion puissante et nationale qui doit relever notre état naval. Nous avons bien remarqué quelques modifications de détail dont nous ne voulons certes pas affaiblir le mérite, et nous sommes prêts à en faire honneur aux sympathies du ministre pour le sort des matelots. Mais, nous le disons à regret, nous retrouvons les mêmes hommes, les mêmes règlements, les mêmes habitudes, qui ne peuvent manquer de perpétuer les mêmes abus et de conduire aux mêmes résultats. Nous demandons donc avec instance que le gouvernement provisoire nomme pour la marine, comme il l'a fait pour le département de la guerre, une haute commission qui soit investie des pouvoirs les plus étendus pour rechercher les causes de notre décadence maritime et proposer toutes les réformes que réclame le salut de notre puissance navale. Mais si l'on veut que cette commission atteigne le but, il faut y introduire des hommes nouveaux, dont la fermeté égale l'expérience, et qui soient décidés à sonder toutes les plaies, à signaler tous les abus, à révéler toutes les fraudes, et à ne reculer devant aucune innovation. C'est à ce prix seulement qu'il sera possible de faire rentrer l'ordre et la probité dans l'administration, de rétablir la confiance parmi ses officiers, de ravitailler nos arsenaux et de créer une véritable flotte.

La situation s'améliore, quoi qu'en disent certains journaux, l'argent reparait, et les transactions commerciales reprennent de l'activité ; le triomphe de la République modérée paraît sortir de tous les votes connus jusqu'à cette heure, et c'est cela seulement qui explique la hausse considérable qu'on remarque depuis deux jours dans les fonds publics. La faction insensée qui prétendait imposer à la France un gouvernement anarchique, est repoussée sur tous les points ; partout, à Paris comme dans les départements, les amis de la véritable liberté obtiennent le plus grand nombre des suffrages, et nous pouvons espérer de saluer bientôt l'avènement d'une assemblée sage et véritablement républicaine en état de comprendre et de traiter les grands problèmes

dont la solution peut seule aujourd'hui sauver la civilisation et l'humanité ; c'est alors qu'il faudra faire appel à tous les esprits éclairés ; quant aux partisans de la force brutale, c'est à la force intelligente à leur répondre.

Au Rédacteur de la Tribune Populaire.

J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre suivante que j'ai écrite au rédacteur du *Constitutionnel*.

A Monsieur le Rédacteur en chef du *Constitutionnel*.

Paris, le 27 avril 1848.

Monsieur, Au pouvoir comme dans l'opposition, j'ai toujours méprisé les sales calomnies qui s'attaquaient à ma personne. Ce n'est qu'à cette condition qu'on peut marcher directement au but que la conscience se propose.

Je ne veux pas mépriser celles qui s'attaquent à mes fonctions, car alors c'est l'autorité même de la République qu'on cherche à avilir.

Avant-hier, vous me faisiez assister à une chasse à Rambouillet ; hier, dans un article intitulé *Nouvelles de la Cour*, à une orgie de femmes à Trianon et à une chasse à Chantilly.

La cour, c'est là, je le sais, le rêve que vous poursuivez ; ces plaisirs sont ceux des gens que vous représentez. Pour ce qui me regarde, sachez que depuis le 24 février, je n'ai pas quitté Paris un instant ; que sur vingt-quatre heures, vingt ont été pour moi consacrées au travail. Si je n'ai pas fait au peuple tout le bien que je pouvais faire, les obstacles ont été entre part que dans mon défaut d'assiduité et de dévouement.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN.

Actes officiels du Gouvernement

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire, Vu la loi du 8 août 1847, portant fixation des dépenses de l'exercice 1848 ;

Vu le décret du 2 mars 1848, portant que les corps des citoyens morts pour la République dans les journées des 25 et 26 février 1848, seront déposés dans les caveaux de la colonne de Juillet et réunis aux cendres des combattants de 1830 ;

Considérant qu'il importe d'exécuter dans ce monument les travaux nécessaires pour la sépulture des corps qui y ont été déposés à la suite de la solennité du 4 mars ;

Considérant qu'il n'existe aucun crédit pour acquitter les dépenses de ses travaux, dont le devis s'élève à 29,000 fr. ;

Sur la proposition du membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics, Décrète :

Art. 1^{er}. Il est ouvert, sur l'exercice 1848, au ministre des travaux publics, un crédit extraordinaire de 29,000 fr. pour être employé au paiement des travaux à exécuter à la colonne de Juillet pour la sépulture définitive des citoyens morts en combattant pour la République, les 23 et 24 février 1848.

Art. 2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée à l'Assemblée nationale.

Art. 3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait en conseil de Gouvernement. Paris, le 26 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Rapport au Gouvernement provisoire sur l'établissement d'un bilan général à sanctionner par l'Assemblée nationale comme point de départ financier de la République (1).

Citoyens,

A l'époque de l'établissement du gouvernement représentatif, en 1814, aucune comptabilité publique, à l'instar de celle que la France possède aujourd'hui, n'ayant existé sous l'empire, non plus que pendant les périodes politiques qui l'ont précédé, il devint indispensable d'établir une séparation tranchée qui formât le point de départ financier du nouveau gouvernement. De là est né le *découvert du service antérieur au 1^{er} avril 1814*, dont le solde figure encore dans la situation générale de l'administration des finances. La nécessité de la même séparation n'a pas été reconnue lors de la Révolution de 1830, parce que la dynastie seule était changée, et que le principe constitutif du gouvernement restait le même. Nous

(1) Ce rapport, qui devait précéder le décret publié hier par le *Moniteur*, a été omis ; nous le rétablissons.

sommes aujourd'hui placés dans d'autres conditions en passant d'une monarchie à une République. Je vous propose, en conséquence, citoyens, d'adopter une mesure analogue à celle de 1814. L'époque de la séparation gouvernementale au point de vue financier demeurera fixée au 24 février, et les termes en seront obtenus, par voie rétroactive, en appelant toutes les branches de service, de recette et de dépense, à dresser le tableau des droits constatés et réalisés jusqu'à cette époque, pour servir, avec le résultat du service de la trésorerie et de la dette inscrite, à déterminer le chiffre du découvert total légué à la République par le gouvernement déchu. Ce travail d'ensemble, dont le département des finances demeurera chargé de centraliser sans retard les nombreux éléments, composera ainsi un *bilan général* à sanctionner, comme point de départ financier, par l'Assemblée nationale. Je ne doute pas, citoyens, que vous n'en appréciiez la haute utilité, et j'ai l'honneur de vous soumettre le projet de décret nécessaire à cet effet.

Ce 25 avril 1848.

Le membre du gouvernement provisoire, ministre des finances, GARNIER-PAGÈS.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret du 19 de ce mois, qui prescrit l'établissement, pour l'année 1848, d'une contribution directe sur les créances hypothécaires ;

Considérant que, pour assurer dans tous les cas l'exécution de ce décret, des mesures additionnelles sont nécessaires,

Décète :

Art. 1^{er}. Les propriétaires d'immeubles, grevés des hypothèques et privilèges spécifiés en l'art. 1^{er} du décret du 19 de ce mois, qui auraient négligé de faire les déclarations prescrites par l'art. 2, même décret, pourront être poursuivis directement pour le paiement de la contribution, sauf leur recouvrement contre les créanciers.

Art. 2. En cas de non-paiement par les créanciers, le privilège attribué au Trésor public, en matière de contribution directe, s'exercera avant tout autre sur les sommes dues par le propriétaire de l'immeuble grevé.

Art. 3. La contribution concernant des étrangers n'ayant point de domicile en France sera comprise dans des rôles rendus exécutoires contre les propriétaires débiteurs, et recouvrés sur ceux-ci à titre d'avance.

Art. 4. Les propriétaires débiteurs, avant de se libérer envers leurs créanciers, seront tenus de se faire représenter la quittance de la contribution établie par le décret du 19 avril, sous peine d'en demeurer personnellement responsables.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 26 février 1848.

Le Gouvernement provisoire, d'écrite :

Sont étendues à tous les officiers marins et matelots, ainsi qu'aux sous-officiers, caporaux et soldats des troupes de la marine qui sont en état de désertion, les dispositions du 19 avril 1848, portant amnistie en faveur des déserteurs de l'armée de terre.

Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil du Gouvernement, le 24 avril 1848.

Commission de Gouvernement pour les travailleurs, siégeant au Luxembourg.

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

L'Assemblée nationale sera réunie dans quelques jours. Il importe donc que les graves questions qui doivent lui être soumises soient posées et débattues.

Voici l'ensemble des actes et des idées sur lesquels nous appelons l'examen des divers membres de la commission, que nous venons de convoquer à cet effet. Nous avons cru devoir publier d'abord cet exposé, pour que le débat, préparé d'avance, soit plus fructueux.

PREMIÈRE PARTIE.

A peine annoncée et installée, la commission a pu compter par des désastres tous les vices de notre régime économique.

Une société ébranlée jusqu'en ses fondements par suite de la trop longue application d'un principe subversif, voilà ce que la commission a eu devant elle. Industries en déroute et demandant secours, ateliers en désordre, intérêts en guerre, ouvriers et patrons divisés par des contestations de chaque jour, entreprises tout à coup arrêtées, intervention de l'Etat réclamée à grands cris par des propriétaires d'usines, protection de l'Etat invoquée avec angoisses ou colère par une foule de travailleurs aux abois, tel est le spectacle qu'a fait passer sous nos yeux le système de la concurrence réduite à déposer le bilan de ses misères.

Mais, d'un autre côté, il nous a été facile de reconnaître qu'il y avait au fond de cette société malade une tendance, sinon générale, du moins très-énergique, à encourager les tentatives généreuses et à se préoccuper d'une meilleure organisation du travail.

Méditer avec ardeur le code des prolétaires à affranchir, en préparant silencieusement les matériaux, se confiner enfin dans des études solitaires, n'aurait pas suffi. Placés au milieu d'une mêlée confuse d'intérêts qui s'adressaient à nous impétueusement, pressés par les clameurs de la misère saisie d'une impatience légitime, nous avions à écouter les plaintes, à calmer les irritations, à terminer les différends par une impartiale bienveillance, à maintenir par un arbitrage permanent la tranquillité de Paris, à accueillir comme des bienvenus et à guider les travailleurs qui offraient de fonder, à côté d'un passé chancelant, des associations fraternelles, colonies de l'avenir.

Ce qu'une semblable mission renfermait de dangereux, ce qu'elle pouvait soulever contre nous de ressentiments aveugles et de passions ingrates, ce qu'elle exigeait de prudence et de fermeté, soit à l'égard des résistances injustes, soit à l'égard des prétentions outrées, il ne nous appartenait pas de le dire. Au sein de la plus affreuse détresse, dans l'orageuse ivresse d'une révolution, sous le coup des plus pressantes nécessités, et avec le sentiment de sa force, la population ouvrière, dont nous avons vécu entourés, s'est montrée constamment calme et confiante. Ce n'est pas nous qui parlons ici, ce sont des faits.

CONCILIATIONS. — Appelés chaque jour, comme arbitres dans les contestations des ouvriers et des patrons, nous sommes intervenus toutes les fois que notre intervention a été acceptée par les deux parties. Un grand nombre de conciliations ont été ainsi opérées. Nous n'en citerons que quelques-unes, à cause de leur importance capitale : la paix de la place publique en dépendait.

Et d'abord, on nous a reproché assez généralement d'avoir fait déborder la diminution de la durée du travail. Eh bien ! à part les considérations de justice, d'humanité, de saine économie politique, qui militaient en faveur de cette mesure, il est bon qu'on sache qu'il y avait là, le lendemain de la révolution, une question terrible, une question de guerre civile. Que fîmes-nous, cependant ? Malgré des réclamations ardentes et qui pouvaient sembler irrésistibles, nous refusâmes hardiment de rien décider avant d'avoir consulté les chefs d'industrie ; et, convoqués en grand nombre, ils s'empressèrent d'adhérer à la demande des ouvriers, tant l'adhésion leur parut équitable et le refus périlleux !

Paris n'a pas su que le 29 mars dernier il a failli se réveiller sans pain. Les ouvriers boulangers refusaient de la manière la plus formelle de continuer leurs travaux si leur situation, si pénible en effet, n'était point améliorée sans retard. Ils arrivèrent au nombre de plusieurs mille au Luxembourg pour exposer leurs souffrances et leurs résolutions. Tous les travaux de boulangerie avaient été abandonnés et ne devaient pas être repris. Les patrons accouraient consternés. Des délégués, désignés par les patrons et par les ouvriers, discutèrent, grâce à notre intervention, tous les détails de leur situation respective. Un arrangement amiable eut lieu enfin ; un tarif fut adopté, à la satisfaction de tous, et ces milliers d'hommes, dont le travail est le premier besoin de la ville, se retirèrent émus, reconnaissants. Paris eut du pain le lendemain, et ne sut même pas qu'il avait été sur le point de n'en pas avoir.

Quelques jours auparavant, la circulation dans Paris avait été doublement menacée.

C'était d'abord le pavé des rues qui conservait encore le mouvement de la révolution. Les voitures ne pouvaient circuler. Or les paveurs refusaient d'aplanir les chaussées et mettaient des conditions nouvelles à leur travail. Reconnues légitimes, dans un débat contradictoire des patrons et des ouvriers, les demandes des paveurs furent accueillies favorablement, et les rues reprirent leur aspect accoutumé.

Mais à peine les pavés étaient-ils remis en place et la circulation redevenue possible, que, sur tous les points de Paris, les voitures s'arrêtèrent. Ce furent d'abord les Omnibus, Favorites, etc. ; puis les fiacres, cabriolets, etc., toutes les voitures publiques. Des questions de salaire divisaient les cochers et les entrepreneurs. Pendant plusieurs jours, les délégués des parties furent contradictoirement entendus. Un accord eut lieu enfin, et la circulation reprit de toutes parts.

Une salle provisoire était à construire pour les délibérations de l'Assemblée nationale ; l'enceinte de l'ancienne chambre des députés n'étant pas assez vaste pour la République. Au moment où les travaux devaient être poussés avec le plus d'activité, l'ouverture de l'Assemblée approchant, les couvreurs descendirent du toit de l'édifice et refusèrent d'y remonter, par suite de différends avec les entrepreneurs. Notre intervention fut requise, et dès que nous eûmes fait appel à leur patriotisme, les couvreurs offrirent de travailler gratuitement pour la République, générosité que la République ne pouvait accepter, car elle devait dès lors un second salaire, la reconnaissance.

Il suffit d'avoir indiqué quelques-unes des conciliations que nous avons opérées. La liste totale en serait trop longue. Il est peu de professions qui ne se soient adressées à nous ; nous citerons seulement les mécaniciens des ateliers Ch. Derosne et Cail, les mécaniciens de l'atelier Farcot, les ouvriers en papiers peints, les ouvriers zingueurs, les chapeliers, les ouvriers et entrepreneurs de vidanges, les blanchisseurs de la banlieue, etc., etc.

Il est à remarquer que ce sont, le plus souvent, les patrons qui viennent les premiers solliciter notre arbitrage, et nous faire part de leurs embarras. Patrons et ouvriers prennent séparément le chemin du Luxembourg ; ils en sortent presque toujours ensemble.

Les procès-verbaux de ces conciliations sont déposés aux archives de la commission, revêtus de la signature des parties ; modestes archives du travail et de la concorde !

Associations fondées
Tout en travaillant ainsi à rapprocher des inté-

rés divisés, nous avons voulu rapprocher aussi l'avenir du présent par quelques créations nouvelles. Plusieurs associations importantes ont été fondées par vos soins ; à l'heure qu'il est, ces sociétés travaillent au milieu de Paris.

L'ancienne prison de Clichy est devenue un vaste atelier. Les ouvriers tailleurs, réunis en association, y exécutent de grands travaux pour l'Etat. Voici quelques détails sur l'organisation et la situation de la société.

Le principe sur lequel repose l'association des ouvriers tailleurs est la fraternité. Association mobile, elle est toujours ouverte au travailleur qui se présente, en demandant du travail et en acceptant les conditions fraternelles de la maison. Ces conditions sont l'égalité du salaire pour tous les associés, le partage égal des bénéfices, et l'activité dans le dévouement.

Un jury, nommé par élection, est chargé de veiller au bon ordre, et, s'il y a lieu, de prononcer les exclusions.

Trois délégués, élus par l'association, la représentent et l'administrent conjointement avec une commission administrative.

Une commission d'examen contrôle les actes de l'administration.

La commission de gouvernement pour les travailleurs est représentée près de l'association par un agent, M. Frossard, entré en fonctions depuis le 14 avril.

L'association est installée et travaille depuis les premiers jours de ce mois.

L'Etat lui a commandé pour la garde nationale sédentaire 100,000 tuniques, à 10 fr. la tunique, et 400,000 pantalons à 3 fr., le drap étant fourni ; pour la garde nationale mobile, 40,180 tuniques, à 11 fr., 10,180 pantalons à 3 fr.

Ces travaux sont exécutés, en ce moment, par environ 1,200 associés. De plus, l'association donne du travail au dehors à un grand nombre d'ouvrières culottières.

Malgré les frais d'installation et de matériel, l'association, inventaire dressé de sa situation au bout du premier mois, se trouve déjà avoir un bénéfice à partager ; bénéfice modeste, il est vrai, comme tout bénéfice de début, mais qui est à la fois un encouragement et une espérance.

Le nombre considérable d'ouvriers qui se sont présentés dans les premiers jours, et qui ont dû se partager des travaux insuffisants pour tant de mains ; l'affluence, quelque peu désordonnée des gardes nationaux qui venaient en foule aux portes des ateliers demander leurs habits ; l'expérience administrative, si naturelle dans les premiers jours, ont causé d'abord quelque confusion dans le travail. Mais des mesures d'ordre ont été prises, et aujourd'hui, les ouvriers associés, les uns réunis dans la vaste salle de l'ancien parloir, les autres dispersés par groupes dans les cellules, travaillent avec la généreuse ardeur qui donne la certitude de servir une idée féconde. Noble spectacle, au milieu des luttes de l'antagonisme universel, à côté des intérêts aux prises, que cette grande assemblée d'hommes unis par les liens de la plus intime solidarité, touchant spectacle que cette prison devenant le premier asile de la vraie liberté !

La caserne de l'allée des Veuves, aux Champs-Élysées, a reçu une seconde société fondée sur les mêmes principes de dévouement fraternel. Les selliers y travaillent aux équipements de la cavalerie.

Les ouvriers fileurs, réunis en une troisième association, ont reçu également des commandes importantes de l'Etat, et se sont entendus, par nos soins, avec une autre association, celle des ouvriers passementiers.

Chaque jour, des sociétés nouvelles se présentent devant la commission avec leurs plans et leurs statuts, demandant aide et approbation. Les chefs d'ateliers viennent, de leur côté, offrir leurs usines à l'Etat, et mettre à sa disposition leurs instruments de travail, les uns par générosité, d'autres par un calcul intelligent.

A en juger par la force du courant qui emporte la vieille société, la transformation, sans la crise, serait facile et prompt. Le mouvement est donné en effet ; il est irrésistible. Tout pousse, tout est entraîné vers l'association, système sauveur qui tôt ou tard sera bûni par ceux-là surtout qui, aujourd'hui, le décrient et le calomnient. Le régime de la concurrence, de l'antagonisme, c'est-à-dire de l'anarchie et de la haine, du désordre et de la guerre, abdique au sein des calamités qu'il a produites.

Peut-être pourra-t-on retarder la chute par quelque compromis d'un jour ; et, pour notre compte, nous ne nous refuserons pas à étayer de notre mieux cet édifice vieillissant, de toutes parts, se lézarde et craque. On peut nous en croire, nous à qui, depuis la révolution de février, cette périlleuse et ingrate besogne n'a valu que fatigues presque surhumaines, injures, calomnies, et calomnies de la part de ceux-là mêmes dont, au risque de notre popularité, quelquefois au péril de notre vie, nous protégeons la sécurité. Mais qu'on ne se fasse pas illusion ! Le temps est passé des vains palliatifs : à une situation désespérée il faut des remèdes souverains.

Lesquels ? C'est ce que nous avons cherché de bonne foi, en tenant compte des nécessités d'une transition avec tous les ménagements que l'équité conseille, mais aussi en partant de ce principe : Fais ce que dois, et le bien adviendra.

Nous examinerons ce document lorsqu'il sera complet.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE. — On lit dans une correspondance de Madrid, publiée par le *Morning Chronicle*, du 26 avril.

Il paraît que le gouvernement espagnol a adopté un parti très-insolite, celui de retourner la note de remontrances et d'avis de M. Bulwer. On ajoute que l'on a cru devoir adresser une lettre à la reine Victoria pour demander le rappel de M. Bulwer. Cet acte du gouvernement espagnol n'a abouti à rien.

— On a fait courir le bruit, à Madrid, que le

climat de l'Angleterre ne convenant pas à la santé de l'ex-reine, elle et l'ex-roi doivent visiter bientôt le midi de l'Espagne.

A Séville, le duc de Montpensier ne sera pas loin de la mer, et s'il survient quelque chose de sérieux en Espagne, il pourrait facilement s'embarquer.

Le duc et la duchesse de Montpensier sont arrivés en Espagne sans ressources ; ils ont fait le voyage de Hollande avec l'argent mis à leur disposition par le duc d'Almodovar. La reine Christine leur avance des fonds, et par ordre du gouvernement 150,000 liv. sterl. en or ont été retirés de la banque de St-Ferdinand, pour le compte du patrimoine royal de l'infante.

(*Morning-Post*, 26 avril.)

— Don Miguel de Bragança assiste dévotement à tous les offices de la Semaine-Sainte. Il va d'habitude à la chapelle de Little George-Street, Portman-Square. Cette chapelle a toujours été fréquentée par les royaux exilés. Le prince y a sa place marquée. Les sermons et instructions y sont faits en langue française, familière au prince. Ce quartier, après la chute des Bourbons de la branche aînée, était le quartier français de Londres, et les réfugiés se pressaient dans cette chapelle, où ils venaient prier pour leurs familles enfermées dans les cachots en France.

(*Morning Post*, 26 avril.)

Dublin, 24 avril. — On dit que lord Clarendon se propose de publier une proclamation contre la réunion de la confédération annoncée pour mercredi soir. Aujourd'hui, il y a eu un meeting des Amis de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, au théâtre d'Abbey-Street, à l'effet d'adopter le plan le meilleur, le plus sûr et le plus bref de révoquer l'ancienne législature, en formant une ligue avec les repealers et les réformateurs radicaux de l'Angleterre pour cet objet, et basé sur le principe d'une restauration entière et complète du peuple dans la chambre des Communes.

(*Morning Advertiser*, 26 avril.)

24 avril. — L'opinion en faveur du parti républicain est qu'il n'y aura pas de mouvement avant le 23 mai, anniversaire de l'affaire et du soulèvement de 1798 ; il est à croire qu'il n'y a pas de plan desolément bien défini. MM. Smith O'Brien et Mitchell sont allés faire de l'agitation dans le sud avant leur procès.

L'association protestante du repeal doit tenir ce soir sa première réunion préliminaire ; c'est M. Bull, jusqu'ici conservateur éminent de l'école orangiste, qui sera l'homme marquant de ce mouvement. Les nouvelles des provinces sont satisfaisantes ; les fermiers s'occupent fort peu de repeal ou de républicanisme, donnant tous leurs soins à la culture de la terre. La détresse est grande à Galway, Sligo et Mays. Dans un district qui l'an dernier comptait encore 100 familles, il n'en reste plus que 17, et les survivants sont dévorés par des fièvres. L'aspect de ces malheureux navre le cœur. Sur les routes on est suivi et arrêté par des milliers de mendians et d'hommes affamés. Les fermiers émigrent en Amérique. Le père Mathieu a eu une attaque, mais il va mieux ; on avait dit très-sérieusement malade cet apôtre de la tempérance.

L'association du repeal a tenu sa séance hebdomadaire dans Conciliation-Hall. M. John O'Connell a été parfaitement accueilli. Il a été adopté un projet d'adresse au peuple irlandais, portant pour épigraphe : « Les paroles de lord J. Russell passent à côté de nous comme un vain bruit ; nous n'y faisons pas attention. » On y remarque le passage suivant : « L'Angleterre est insolente dans sa tyrannie, parce qu'elle n'a pas aujourd'hui d'ennemis étrangers ; mais au milieu des embarras qui se forment en Europe, elle ne saurait supporter sa part, si, comme par le passé, elle ne se conciliait pas l'amitié de l'Irlande en faisant droit à toutes ses justes demandes. »

Les organes du château annoncent un voyage de la reine en Irlande. Préparons des adresses, réclamons nos droits, réclamons notre indépendance législative. Patience encore ; persévérance encore pour un peu de temps. Les événements de l'étranger finiront par ouvrir les yeux mêmes d'un aveugle ministère whig. L'Angleterre, au jour des difficultés, recherchera notre amitié, et sans violence, sans effusion de sang, sans crime, nous aurons bientôt recouvré nos anciennes libertés.

La rente de la semaine s'est élevée à 30 livres sterling.

Il y a eu une réunion de chartistes et de repealers dans le but de fraterniser. Cette démonstration a été sans importance.

(*Morning Chronicle*, du 26.)

— M. O'Connor a été visiter les constituants ou électeurs à Nottingham. Un meeting a eu lieu à cette occasion.

M. O'Connor, profitant de ce qu'il y avait des femmes et des enfants dans ce meeting, et entendant crier un de ces enfants, a dit : « Bravo ! voilà des accents qui me vont à l'âme plus que les belles paroles de dix mille orateurs (sensation parmi les mères chartistes). Oui, il y a dans l'affection de la femme une éloquence infinie (applaudissements). C'est pour les mères, c'est pour leurs innocents enfants que je lutte en ce jour, désirant leur ouvrir un meilleur avenir, et ma devise, si vous voulez la connaître, la voici : En avant, nous nous soutenons ; en arrière, nous tombons. La charte, pas de capitulation. Je n'ai jamais été partisan du déploiement de la force physique ; je n'ai jamais engagé le peuple à s'armer ; mais le bill des droits le permet, et j'ai dit au peuple : ce qui était dans le bill des droits. Là où l'on a recours à la force, c'est toujours le travail qui est le premier à souffrir. »

L'assemblée vota trois salves d'applaudissements pour M. O'Connor. On prend le thé et l'on danse, (*Morning Post* du 26 avril.)

— L'amirauté vient de porter à la connaissance de Lloyd George, suivant une dépêche du ministre des affaires étrangères à Turin, S. M. le roi Charles Albert a ordonné que le grand mat des vaisseaux de guerre sardes porterait le pavillon tricolore italien avec l'écusson de Savoie au centre.

Toutefois, ces vaisseaux conserveront le pavillon bleu national à la poupe comme de coutume. (*Standard* du 25 avril.)

— D'après les renseignements que nous avons

pris, il ne paraît guère possible que les délégués de la convention chartiste se réunissent de nouveau dans Convention-Hall. Ils n'ont plus d'argent et ne peuvent parvenir à s'entendre. Il est certain que les domestiques de l'établissement ont enlevé et mis sous clef les chaises, bureaux, tables, etc. On croit généralement que les délégués ne tenteront pas de convoquer un nouveau meeting, du moins pour le moment.

(*Standard*, 26 avril.)

— Extrait de la 3^e édition du *Sun* du 26 avril. — La démonstration chartiste à Callon-Hill-Edimbourg a échoué. C'est à peine s'il y avait 6 à 700 personnes présentes. Le mauvais temps a forcé les assistants à se réfugier dans Adam-Square. Il a été adopté un projet de mémoire à la reine pour demander à Sa Majesté de dissoudre le parlement.

— Par suite de la continuation des hostilités entre les Danois et les Prussiens, la plus grande partie du blé qui vient d'arriver ici de Holstein et d'autres ports, arrivera sur navires anglais.

(*London Telegraph*, 26 avril.)

— Des lettres particulières du Lancashire et du Gerkshire nous apprennent que l'état des affaires est plus satisfaisant dans ces comtés qu'il y a quelques semaines. Des achats plus considérables ont eu lieu, surtout de la part de personnes des districts agricoles. On attribue ce changement à la diminution des réunions chartistes, qui sont en décroissance dans presque toutes les villes. Cette circonstance a calmé les vives inquiétudes que l'on avait conçues.

(*Standard*, du 26 avril.)

— On écrit de Lisbonne, le 20 avril, à l'*Express* du 26 :

Le bruit court que la reine dona Maria est dans l'intention de rappeler Costa-Cabral à ses conseils ; mais cette nouvelle est d'autant moins croyable que le duc de Palmella est arrivé hier de Madrid.

Dublin, 24 avril. — Tous les régiments de la garnison de Dublin, à la dernière parade, ont été harangués par leurs officiers. L'ordre en avait été donné par sir Edouard Blakeney. On leur a recommandé rigoureusement de s'abstenir de toute participation et démonstration politique quelconque en faveur de la révocation de l'union ou pour tout autre objet.

Tout individu qui, dans les rues de Dublin, tire un coup de fusil, est passible d'une amende de 40 shillings ou un mois d'emprisonnement.

(*Times* du 26 avril.)

— Les meetings populaires entraînent à de fortes dépenses, et Franklin avait raison de dire que les taxes volontaires du peuple étaient plus considérables que celles imposées par l'Etat. Toutes les fois que les vétérans sont mis sous les armes dans le district d'Edimbourg pour maintenir l'ordre, c'est une dépense de 60 livres par jour ; et pour les constables spéciaux la dépense et l'ennui sont très-grands. (*Daily-News* du 26.)

ALLEMAGNE. — Vienne, 21 avril. — Les attaques dirigées par le ministre de l'intérieur de Pillerstorf, indiquent qu'un parti caché s'efforce d'introduire l'anarchie dans l'administration. Ce parti a profité de l'expulsion du docteur Schutte pour renverser Pillerstorf et Fiquelmont, qui sont les deux colonnes du ministère actuel.

A Pesth (Hongrie), le magistrat a été chassé, et dans le Maraie on plante partout, à côté des drapeaux allemands, les anciennes couleurs autrichiennes.

Le Tyrol est la seule consolation pour la maison impériale. L'archiduc Jean est parvenu à enflammer tous les cœurs pour l'empereur.

(*Gazette de Breslau*, 23 avril.)

GRAND DUCHÉ DE BADE. — Heidelberg, 24 avril. — Hier, dans l'après-midi, une bande de six cents rebelles s'est approchée de Fribourg ; mais les troupes l'ont repoussée et poursuivie dans la montagne. A neuf heures du soir on entendait le canon et la fusillade. Les rebelles de Fribourg avaient fermé les portes ; mais ils les rouvrirent sur la menace du général de bombarder la ville. Les troupes ont empêché une partie de ces rebelles de rejoindre les autres. D'autres, en assez grand nombre, étaient parties sans armes pendant la lutte, pour rentrer dans leurs foyers. Hier soir les troupes n'étaient pas encore entrées dans la ville. Ces nouvelles sont officielles ; mais elles ont besoin de complément. On annonce que les ouvriers allemands ont voulu forcer le passage près de Brisach. On prétend que le professeur Hecker a dit à Fribourg que son frère lui avait écrit de Bade qu'il renouait à son entreprise. Les rebelles ont reçu cette nouvelle en riant, ils n'y croient pas.

On annonce que la loi martiale sera proclamée dans le cercle du Haut et du Bas-Rhin.

(*Gaz. all. de Heidelberg*, 25 avril.)

PRUSSE. — Berlin, 23 avril. — On est très-content parmi nous que la fermeté des ministres ait mis un terme aux manifestations dans les rues ; nous voulons la liberté, mais à condition qu'elle ne tuera pas le commerce et l'industrie.

(*Gaz. d'Aix-la-Chapelle*.)

— Des nouvelles officielles, arrivées à l'instant nous apprennent que le gouvernement danois a ordonné, le 19 courant, l'embarquement à l'égard de tous les navires allemands se trouvant dans les ports danois, et à ses vaisseaux de guerre, de capturer les navires prussiens.

(*Gaz. universelle de Prusse*, 23 avril.)

SAXE. — Leipzig, 23 avril. — Des lettres de St-Petersbourg nous apprennent que l'envoi d'or pour notre ville a été prohibé.

On croit, par conséquent, que l'exportation de l'or et des métaux précieux sera défendue.

(*Gaz. universelle allemande*, 24 avril.)

HOLSTEIN. — Kiel, 21 avril. — Le gouvernement provisoire a reçu aujourd'hui des dépêches de Londres aux termes desquelles le cabinet britannique ne considère pas les démarches de la diète germanique contre le Schleswig comme une déclaration de guerre contre le Danemark, et restera par conséquent neutre pour le moment. Les nouvelles des journaux danois du 19 coïncident avec ce fait. (*Correspond. de Hambourg* du 24 avril.)

SUISSE (Grison-Coire). — Des lettres particulières de la Lombardie que nous recevons à l'instant,

nous apprennent qu'un armistice général a été conclu. (*Mercur de Sion*.)

SCHLESWIG-HOLSTEIN. — Rendsbourg, 23 avril. — Hier, dans l'après-midi, les troupes prussiennes sont parties d'ici. Les autres troupes prussiennes et nos dragons les ont suivies. Des sept mille et demi, il est arrivé plusieurs charriots pleins de blessés, ainsi que plusieurs prisonniers danois. Nous avons appris qu'à l'approche des Prussiens, les Danois s'étaient retirés de Schleswig, et qu'entre deux et trois heures de combat très-vif s'était engagé à Fonest près de Busdorf. Les Prussiens, sans attendre leur artillerie, prirent d'assaut l'ancien Danewitz, et le village fortifié, ainsi que les retranchements près de Busdorf. Ils se sont rendus maîtres de Friedrichsberg et de l'Erdbeerberg. Les Danois possèdent encore les digues et Gudenau. Beaucoup d'hommes ont péri.

En même temps que les Prussiens, le corps de Zastrow s'est avancé sur l'aile gauche vers Wustrow, a démonté les canons ennemis et était au point de se frayer un passage. Plus loin, descendant la Schlei, le corps franc de Wassner a traversé le fleuve. Ainsi la retraite des Danois est coupée, et ils seront forcés de se rendre ou de mourir.

11 heures. — On amène toujours des blessés ici. Il y a plus de trente prisonniers. On dit que la ville de Schleswig est prise.

24 avril. — Les Prussiens se sont emparés de la ville de Schleswig. On dit que deux divisions de Danois et quelques dragons ont passé du côté des Prussiens.

On ajoute que les Danois ont traversé la Schlei, près de Missunde et qu'ils ont tiré sur les navires pour les empêcher de passer. Lours canons ont été démontés.

Ce sont les 20^e et 21^e régiments prussiens qui ont le plus souffert.

23 avril. — Hier soir le bruit courait ici que le roi Frédéric VII était mort.

On attend encore à Altona des troupes d'Odenbourg. (*Boersenhalle*, 24 avril.)

AUTRICHE. — Vienne, 19 avril. — Le gouvernement annonce, dans la *Gazette officielle*, que le comte de Fiquelmont a proposé à la Diète germanique, d'ajourner au 18 mai la réunion du parlement national allemand, attendu qu'il serait impossible de terminer plus tôt les opérations électorales dans les provinces autrichiennes appartenant à la confédération germanique.

L'Autriche s'est mise d'accord sur ce point important avec le gouvernement prussien. La déclaration officielle se termine par ces mots : Ni l'Autriche ni la Prusse ne pourraient reconnaître les actes d'une assemblée nationale qui se serait constituée en l'absence des populations des 2/3 des populations allemandes.

(*Gazette d'Augbourg*.)

— On voit de plus en plus que les mesures militaires prises dans l'Italie supérieure étaient vaines et défectueuses que les mesures politiques. L'ancien système a refusé brutalement aux Italiens toutes leurs demandes.

Il n'y avait point d'artillerie, les caisses militaires étaient vides. On assure que le maréchal Radetzky a écrit au gouvernement, dans sa dernière dépêche : Je pourrais dévaster l'Italie, mais jamais la reconquérir.

Les cours s'améliorent. On assure que la Serbie, la Servie et la Bulgarie se rallieront à l'Autriche en lui donnant ainsi une compensation de la perte de ses possessions d'Italie. La Moldavie et la Valachie suivront probablement l'exemple donné par leurs voisins.

(*Gazette des Postes* du 25 avril.)

Vienne, 21 avril. — A Lemberg, le commerce est frappé d'une stagnation complète. En Bessarabie, les Czeches se remuent d'une manière extraordinaire et donnent lieu à la formation de plusieurs partis.

Notre Gazette officielle de ce jour contient une déclaration ministérielle portant que le vote d'une résolution de la diète germanique ne peut compromettre les droits de la monarchie autrichienne. Le comité s'est prononcé à peu près dans ce sens.

Les étudiants ont remis au ministre de l'intérieur une protestation et l'arrestation du docteur Schutte. On croit que le ministre de l'instruction publique sera nommé ministre de la justice.

La Banque a résolu d'envoyer un million de florins à Lintz, un million à Brunn, un million à Bude et un million à Prague pour fournir un secours à l'industrie. On croit que le gouvernement aura recours à la Grande-Bretagne pour faire un emprunt sur hypothèque.

(*Gazette de Cologne*, 26 avril.)

Holstein, 22 avril. — Il vient de paraître à Londres un Mémoire sur le droit constitutionnel des duchés du Schleswig Holstein présenté au vicomte Palmerston, le 18 avril 1845, avec un post-scriptum du 15 avril. Cette publication a pour objet d'informer exactement le parlement et le peuple anglais de l'état de notre cause, ce qui était d'autant plus nécessaire que les Danois avaient cherché à égarer l'opinion publique par les articles les plus perfides insérés dans le *Times* et dans d'autres journaux anglais. Parmi les documents joints au Mémoire se trouve la protestation du comte Plessen, l'ambassadeur danois à Berlin, et la réponse de M. le baron d'Arnim.

(*Correspondance de Hambourg*, 24 avril.)

PROVINCES MYRIENNES. — Trieste, 18 avril. — Enfin, notre armée de l'Isouzo a commencé ses opérations. Les insurgés ont attaqué un avant-poste près de Visco et tué huit hommes. Là-dessus, nos soldats demandèrent à marcher à Visco. Un régiment frontière éprouva une forte résistance, mais resta vainqueur. Les insurgés, en se retirant, mirent le feu à Visco et dans d'autres localités.

On annonce la prise de Palma. On espère qu'aujourd'hui Udine sera sommée de se rendre.

(*Gaz. d'Augbourg*, 23 avril.)

SILÉSIE AUTRICHIENNE. — Teschen, 14 avril. — D'après le dernier traité d'incorporation de Cracovie aux provinces autrichiennes, la Russie s'est réservée le droit d'intervenir dans le cas où une révolte éclaterait dans cette ville. Les 602^e d'Eym et Castiglione ont fait connaître cette ré-

premières maisons de commerce de la ville. Cela explique la présence de tant d'étrangers dans cette ville. Il est certain que le gendarme russe Schewkowitch a rencontré déguisé sur le territoire de la Silésie.

On s'occupe sérieusement de former une armée en Italie et la Silésie.

La Russie autrichienne ne veut pas se séparer de la Silésie pour faire cause commune avec la Prusse.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

20 avril. — Hier, Krantzhof est parti de Berlin avec une pétition de Mieralsky au nom de la convention faite avec le général Krantzhof. Mieralsky a déclaré que les Polonais ne sont pas contents des concessions qui leur ont été faites par la convention faite avec le général Krantzhof.

vées en ville, annonçant que plusieurs chefs dits des centralistes, à la tête de 2 à 300 hommes, sont parvenus à entrer dans la haute Catalogne. L'autorité se trouverait dès lors avoir à combattre deux ennemis : les carlistes et les centralistes ; mais il est douteux qu'une entente cordiale s'établisse entre ces deux partis si opposés.

(Corr. partic.)

— Outre la Sardaigne, les gouvernements de Milan et de Venise ont reconnu la reine Isabelle.

Le roi de Naples a nommé ambassadeur, près la cour de Madrid, le duc de Serva-Capriola, l'ancien président du conseil des ministres.

(Heraldo, 22 avril.)

— Le 16, est arrivé à Barcelone, le vapeur de guerre *Blasco de Garra*, venant de Naples, d'où il est parti le 10. A son bord se trouve un des membres de l'ambassade espagnole à Naples, qui, dit-on, est chargé d'une mission particulière pour la reine Isabelle.

(Barcelonès.)

— Nous avons annoncé que les étudiants qui avaient été incarcérés à Sigovie ont été mis en liberté ; mais nous n'avons pas voulu dire qu'ils n'avaient eu à subir aucune punition. Ces étudiants ont été renvoyés chez eux ; mais ils ne pourront plus continuer leur carrière, et ceux qui habitaient Madrid ont reçu des passeports pour aller résider à une distance de vingt lieues de la capitale.

(Heraldo, 22 avril.)

Nous avons reçu les lettres et journaux de l'île de Cuba, à la date du 11 mars. L'île jouissait de la plus complète tranquillité.

— La procession du vendredi saint a eu lieu hier. Jamais il n'y eut à cette cérémonie plus d'ordre, plus de ferveur, plus de recueillement.

Favorisée par un temps magnifique, la population inondait les rues. Nous aurions voulu que les étrangers qui nous calomnieaient se fussent trouvés au milieu de nous et qu'ils nous dississent si ce peuple est un peuple dans lequel germent les idées révolutionnaires, si cette ville a l'aspect d'une ville en état de siège, et s'ils ont jamais vu une population mieux vêtue, plus contente, plus réservée dans ses mœurs, plus décente dans sa conduite et dans son langage. Le peuple de Madrid a dans cette occasion donné aux révoltés une preuve du peu de crainte qu'ils lui inspirent.

Tous se reposent sur l'autorité, et l'autorité a une confiance aveugle dans ce peuple. Avec un tel accord, une telle union, les révoltes sont impossibles.

(Idem.)

— La *Révolution*, journal de Lisbonne, donne comme certaine, l'entrée dans le ministère, de Costa-Cabral.

(Eco del Comercio.)

— Les carlistes qui ont dernièrement pénétré en Catalogne, ont déjà eu un engagement avec les troupes de la reine.

On n'a pas de nouvelles de la colonne centraliste commandée par Bellara. (Clamor Publico.)

PORTUGAL. — Lisbonne, 19 avril. — La majorité ministérielle en faveur de l'élection directe a été de 25 voix ; maintenant l'opposition demande une nouvelle loi électorale et la dissolution des Cortès. Le gouvernement est inquiet sur les intentions des progressistes ; il a adopté des mesures militaires de précaution. On avait répandu dans la ville des proclamations incendiaires provoquant le démantèlement de la reine.

La reine a abandonné au trésor 39,000 livres st. pour un an de revenu, afin de soulager le trésor de l'état. Le comité des finances a proposé de réduire le budget de 1848-49, de 600 contos de reis (160,000 liv. st.).

(Morning Chronicle.)

NOTES DES DÉPARTEMENTS.

Notre correspondance des départements ne nous donne qu'un résultat approximatif des élections à l'Assemblée nationale. On peut cependant prévoir, par le nombre de voix recueillies, que la démocratie modérée est partout triomphante :

Dans la Loire-Inférieure, les suffrages se sont particulièrement portés sur les citoyens Billault, Lanjuinais, Bédau et Lamoricière.

Dans le Nord, sur les citoyens Lamartine, Choquet, Corne, Desmontiers, Huc, Ponté, général Négrier et Anthony Thourlet.

Dans l'Aisne, on est à peu près certain que MM. Odilon Barrot, Lherbette, Quinette et Vivien seront élus à une immense majorité.

Dans Seine-et-Marne, Georges et Oscar Lafayette, Drouhin de l'Elis, Jules de Lastyrie, Auguste Portalis, Auberge, Jules Bastide, d'Harcourt, Chappon et Galland.

Dans la Seine-Inférieure, Lamartine, Morlot, Lefort Goussolin, Desjoubert, Osemont, Lebreton, Levassour, Cécile, Grandin, Dabreuil, Gérard, Germonière, Pierre Lefebvre, Senard et Martineau.

Dans le Loiret, Roger, Rondeau, Abatucci, Arhey, Péan, Michot, Considérant, Cormenin fils, Guindé, Perrot et Gentaure.

Dans l'Aube, Lignier, Millard, Caillot, Stourm, Delaporte, Bavyer, Gerdy, Andryane, Regnault, Finot, Danton, Argence, Pance, Guyot, Rambourg, Jérôme Bonaparte et Creval.

Dans le Pas-de-Calais, Pichon, Piéron, Lantoin, F. Degeorge, Fréchet, d'Havincourt, Saint-Amour, Lelou, Petit de Bryas, Denisset, Langlet, d'Hérambault.

— On écrit de Louviers au *Journal de Rouen* :

« Un déplorable incident vient d'attrister notre ville déjà fatalement éprouvée par les difficultés de la crise commerciale. Des hommes maintenus ou cédant à des perfides suggestions, ont troublé les opérations électorales par une attaque brutale dirigée contre un citoyen que les fonctions dont il était revêtu eussent dû préserver de semblables démonstrations.

M. Henri Lhuillier, suppléant du juge de paix, avait, en cette qualité, reçu mission de présider une des sections électorales du canton de Louviers. Des bruits, qui ne reposaient sur rien de réel, avaient présenté M. Lhuillier comme un meneur électoral, et surtout comme un homme ennemi des ouvriers, et qui voulait faire réussir

des candidats que l'on prétendait hostiles à la cause du peuple.

Lundi dernier, ces rumeurs, quelque fausses qu'elles fussent, avaient trouvé des gens pour y croire et pour les colporter, et des groupes armés laissaient entrevoir de sinistres projets. Cependant le commissaire du gouvernement, sur la demande de quelques citoyens, avaient congédié la compagnie de pompiers qui composait l'unique détachement de la garde nationale commandé pour maintenir l'ordre pendant les élections. Lorsque les pompiers se furent retirés, vers deux heures après midi, une foule tumultueuse envahit la salle de la mairie, où l'on procédait aux élections sous la présidence de M. Lhuillier ; des menaces furent adressées à ce citoyen, et les hommes qui violaient ainsi le respect dû à la loi exigèrent qu'un autre président dirigeât les opérations électorales.

M. Lhuillier voulut faire entendre la voix de la raison à cette foule égarée ; ce fut en vain, et son autorité resta complètement méconnue ; il dut se résigner, sur la demande même du commissaire du gouvernement et des membres du bureau, à céder à l'émotion. Mais cette satisfaction donnée aux turbulents ne parvint pas à les apaiser.

A peine sorti dans la rue, M. Lhuillier se vit entouré d'une multitude furieuse, qui proféra d'horribles menaces. Ce ne fut qu'après deux heures de traitements indignes, supportés avec un grand sang-froid, qu'il trouva un refuge dans la maison du maire de Louviers. Ce magistrat, à la nouvelle du danger couru par M. Lhuillier, avait quitté son lit, où le retenait une maladie grave, pour apporter à son ami le secours de l'ascendant légitime qu'il exerce sur la classe ouvrière.

Aujourd'hui, mardi, la demeure de M. Lhuillier est entourée de gardes nationaux, ainsi que le domicile de plusieurs autres citoyens contre lesquels des menaces ont été proférées.

Esprons que notre commissaire, instruit par une si cruelle leçon, aura pris, cette fois, toutes les mesures nécessaires pour que de pareilles scènes ne puissent se renouveler.

La famille de M. Lhuillier n'a pas cessé, en présence de ces déplorables scènes, d'être l'objet des témoignages de la sympathie de tous les bons citoyens.

— On lit dans le *Messager du Nord* :

Hier soir, vers cinq heures, deux soldats du 74^e de ligne étaient allés chercher des cigares à la frontière belge, au lieu appelé Montaleu. Ces militaires, se trouvant dans un cabaret, eurent une querelle avec le marchand de tabac à cause du prix des cigares qu'ils prétendaient trop élevé. Le cabaretier, au milieu de la querelle, saisit un poids assez lourd qu'il avait sous la main et le lança à la tête d'un des militaires. Cet acte d'agression amena une querelle. La femme du cabaretier alla chercher la garde.

Bientôt arrivèrent cinq chasseurs partisans armés de fusils chargés, de ceux qui voulaient dernièrement fusiller les citoyens français se promenant sans armes en Belgique. A la vue des militaires belges, les deux Français voulurent regagner la frontière, les chasseurs se mirent au pas de course, les soldats français, en firent autant. Bientôt les agents de Léopold, ayant très-bien reconnu notre uniforme, firent feu d'un commun accord, et un caporal français, la hémie frappé par derrière, tomba mort sur la terre de Belgique. Son camarade eut le bonheur d'échapper aux cinq assassins. Pour prouver plus d'insolence sans doute, le cadavre de notre frère fut ignominieusement traîné dans la boue et laissé dans la rue comme un animal malade.

Un pareil crime crime vengeance, le sang français ne saurait couler impunément. Les soldats qui ont fait feu sont des assassins. Il faut qu'une satisfaction exemplaire soit accordée à la France, ou bien notre pays sera déshonoré aux yeux des nations. Que le Gouvernement provisoire prenne donc des mesures immédiates, car nous pouvons dire de la frontière du Nord, ce que disait un émir en 1840 : « Prenez garde, les canons pourraient partir tout seuls. »

— On lit dans le *Spectateur de Dijon* :

Certains tribuns des clubs de la capitale ne cessent, — dans leurs journaux et notamment dans la *Commune de Paris*, — d'insulter les habitants des départements, auxquels ils donnent le titre « d'imbéciles, de carlistes et de philippistes, d'ignorants et de poltrons. » A croire ces grands écrivains démagogues, la France serait encore barbare et sans aucune éducation politique. C'est pourquoi la *Commune* demande : 1^o qu'un catéchisme républicain, rédigé par de fortes têtes de la capitale, et tiré à cent mille exemplaires, aux frais du budget, soit expédié dans les provinces pour éclairer les intelligences arriérées ; 2^o la fondation d'un journal, aux frais de l'état, qui serait envoyé dans les communes de France. Ce journal, très-élémentaire, serait tiré à trois cent mille exemplaires, commenté dans les villes et dans les villages ; 3^o l'institution de professeurs politiques qui sillonnent en tout sens chaque département. C'est dommage que la *Commune de Paris* ait oublié de réclamer une lanterne pour chacun de ces commis-voyageurs.

Certes, il paraît que les soi-disant missionnaires sacrés de la démocratie ont bien peu de confiance en la spontanéité des efforts individuels et en la libre manifestation du pays.

Mais avec des journaux gratuits des professeurs ambulants et un catéchisme officiel, le gouvernement ne ferait que révolter l'opinion publique par sa méfiance. La France ne serait pas enchanée de payer à beaux deniers des écrivains, des orateurs et des professeurs chargés de lui faire la leçon et de lui dicter les volontés de la centralisation.

— Le *Mémorial des Pyrénées* raconte le fait suivant :

Le nommé B..., de Doumy, fort embarrassé de s'arrêter à onze noms sur une liste de soixante, imagina de demander au ciel des inspirations pour se décider dans cette grave occurrence. A cet effet, il alla faire ses dévotions, et, après avoir invoqué la grâce d'en haut, il jeta dans une urne placée entre deux cierges autant de billets qu'il y

avait de candidats. S'étant ensuite prosterné et ayant rassemblé toute sa ferveur, il procéda au tirage des onze noms, en accompagnant l'ouverture de chaque billet d'une sorte de vœu religieux. Les huit premiers noms sortis de l'urne furent ceux de MM. le curé Séby, Fangel, premier né, Lamaignère, Dariste, Nogué, Marrast, Laussat et Lestapis. Ce brave homme les enregistra soigneusement, convaincu que c'étaient là ceux que lui désignait la volonté céleste. Nous apprendrons bientôt si cette conjuration mystique était un présage menteur.

— Nous lisons dans le *Progrès d'Arras* :

Le résultat de la première journée des élections, dans le Pas-de-Calais, nous est connu. Quelques cantons seulement ont pu, au moment où nous écrivons ces lignes, nous faire parvenir le compte-rendu des opérations du second jour.

Partout les citoyens ont apporté le plus grand zèle dans l'exercice de leurs droits. Les trois quarts au moins des électeurs des villes et des campagnes, sont allés quelquefois à plusieurs lieues de distance déposer leurs votes dans l'urne du scrutin.

Les opérations se sont faites avec le plus grand ordre. Dans quelques collèges, et nous citerons celui de Montreuil, les républicains se sont rendus à l'assemblée en corps, en témoignant l'enthousiasme le plus grand. « Bereq, nous écrit-on, est arrivé drapeau en tête et chantant la *Marseillaise*. C'était un beau spectacle que de voir tous ces marins marchant en ordre et tenant leurs bulletins à la main. Tous ont voté pour la liste d'Aire. — 500 au moins.

— On nous écrit de Vitry, le 23 avril :

Les électeurs, en venant à voter, se sont rassemblés dans un cabaret de la commune. Une dispute s'est engagée sur la manière dont les uns et les autres auraient voté. A la suite de cette dispute, l'un des électeurs a donné à son adversaire trois coups de couteau qui l'ont étendu raide mort.

— On lit dans le *Haro*, journal républicain du Calvados :

Presque partout, les communes sont parties en masse pour aller voter au chef-lieu du canton ; un grand nombre d'elles étaient animées du meilleur esprit républicain. Dimanche, à Caen, nous avons vu arriver celles de Venos, de Louvigny et de Verzon, chantant des airs patriotiques. En attendant qu'il leur fût permis de voter, elles ont parcouru les rues de notre ville et ont voulu défiler devant l'arbre de la liberté ; elles l'ont fait avec recueillement d'abord, avec enthousiasme ensuite. Après avoir voté, elles sont retournées dans leur localité respective avec le même ordre qu'elles avaient conservé en venant à Caen. Pas un homme n'est resté derrière, pas un homme n'est entré dans une maison pour boire. Les populations de ces campagnes ont eu la dignité qui convient à des républicains. Honneur à elles.

D'un autre côté, on lit dans le *Mémorial de Rouen* :

On a commencé hier le dépouillement des scrutins, qui doit être terminé aujourd'hui pour ce qui concerne Rouen. Cette opération s'est faite avec beaucoup d'ordre et de régularité. On comprendra la réserve qui nous empêche de reproduire ici les chiffres qui nous sont parvenus, et dont les influences peuvent varier d'un instant à l'autre dans la suite du dépouillement. Hâtons-nous de le dire, cependant, nous ne formons qu'un vœu, c'est que la fin réponde au commencement, si nos renseignements sont exacts. En effet, la liste des candidats que nous avons recommandée à nos amis, aux amis de l'ordre dans la liberté, obtiendrait, en moyenne, dans les bulletins de Rouen, un tiers de majorité sur celle des démagogues. Ce résultat, répandu hier au soir en ville, par tous les citoyens qui avaient suivi avec attention le dépouillement du scrutin dans les diverses sections, y a causé une joie générale. On voyait dans les groupes nombreux formés sur les places publiques un air de satisfaction qui n'avait pas paru depuis longtemps sur les visages. Les nouvelles reçues de divers points du département, ajoutent le même journal, sont également favorables. Ainsi, à Buchy, Duclair, Aumale, Neuf châtell, Doudeville, etc., etc., et partout la cause de l'ordre a obtenu un éclatant triomphe. Le nom de Lamartine adopté comme drapeau en tête de la liste des candidats de la République, sage et modérée, est sorti avec des majorités énormes.

— On écrit de Douai, le 23 au soir :

Le dépouillement du scrutin qui vient de s'opérer, assure aux amis de la liberté et de l'ordre, le triomphe le plus éclatant. Partout ici, les candidats présentés par l'*Echo du Nord*, obtiennent une énorme majorité. Lamartine, Corne, Choquet, Hure, Edouard Boulanger, Fénelon Faris, etc., ont, sur toutes les listes de relevé, la presque totalité des suffrages. Il est, au contraire, beaucoup de ces relevés sur lesquels les citoyens Ledru-Rollin, Delescluze, Flocon, Pilette, Bianchi, rédacteur du *Messager du Nord*, n'ont pu trouver place pour une seule voix. Dans les localités qui leur sont le plus favorables, ils ont obtenu cinq ou six voix sur cent.

— Les nouvelles de Lille annoncent que le calme commençait à y renaître. Le *Messager*, journal du commissariat, disait avant-hier que pour le jour des élections, on avait mis la tranquillité à l'ordre du jour, à quoi l'*Echo du Nord* a répondu :

On fait beaucoup de conjectures dans la ville sur ce nouvel ordre du jour de nos agitateurs. Quelques-uns prétendent que la présence à Lille de deux fonctionnaires du ministère de l'intérieur n'y serait pas étrangère. On dit assez haut que ces honorables citoyens, appelés par un nouveau journal comme candidats *in extremis*, sont venus avec une mission secrète, et que notre bon commissaire courrait quelques dangers. De là, la nécessité de se montrer sage et de tromper ses incommodes visiteurs par une modération de circonstance.

Pour nous, nous ne savons au juste ce qu'il en est. Fidèles à notre réserve habituelle, nous n'avons pas suivi le torrent, et nous ne sommes pas allés adorer les nouveaux dieux. Si nous devons à leur présence le rétablissement de l'ordre, nous les en remercions franchement. Mais nous

pensons toutefois qu'il serait de leur dignité de déclarer ouvertement qu'elle est ici leur position officielle plutôt que d'accepter tacitement ce rôle de surveillants qu'on leur prête.

Le journal ajoute en post-scriptum :

L'article précédent était composé quand nous avons reçu la lettre suivante :

Au citoyen rédacteur de l'*Echo du Nord*.
« Citoyen rédacteur,
« Nous ne sommes pas venus à Lille avec un caractère officiel ; nous n'avons eu à remplir aucune mission dans cette ville ; nous devons donc protester énergiquement contre le parti qu'on a voulu tirer de notre présence, et nous vous prions d'insérer cette lettre dans votre prochain numéro.

« CARTIER, A. FLORENT.

« Lille, 24 avril 1848. »

— Les nouvelles d'Amiens de ce matin annoncent que l'opinion modérée l'a emporté à une grande majorité dans cette ville, et qu'il en sera de même dans la généralité du département.

— Voici, d'après une correspondance particulière de Bordeaux, les candidats dont la nomination paraît surtout assurée dans le département de la Gironde : MM. Lamarque, Billaut, ancien député ; Th. Ducos, ancien député ; Lobbert, capitaine au long cours ; Servières, avocat ; Richier, agriculteur ; Henri Ducos, commissaire du Gouvernement ; A. Larrieu, négociant ; Clément Thomas, colonel de la 2^e légion de la garde nationale de Paris ; Compans, avocat-général ; Simiot propriétaire ; Denjoin, ex-sous-préfet.

CLUBS.

EXPOSÉ DE PRINCIPES DU CLUB RÉPUBLICAIN DE LA FRATERNITÉ.

Présidé par M. Charles Lesseps.

La République française est dès à présent et pour toujours constituée. En la proclamant dès le premier jour, le Gouvernement provisoire a manifesté les sentiments, la conviction de la nation entière, un assentiment unanime a suivi cet acte mémorable et décisif ; pas une opposition, pas une protestation ; le pays pour s'y associer n'a eu qu'un cœur et qu'une voix. Les moins préparés à cette révolution merveilleuse ont accueilli la forme républicaine comme le seul gouvernement possible ; les autres, et je suis de ce nombre, l'ont salué comme l'avènement de la vérité démocratique, comme l'expression la plus haute de l'intelligence des peuples et de la dignité du citoyen.

Oui, le Peuple français a déjà prononcé l'établissement irrévocable de la République. Ce qu'il a ratifié et par l'acclamation enthousiaste et par l'adhésion réfléchie, sans aucun doute, il n'autorisera aucun des représentants qu'il va se donner à l'ébranler où le contester par son vote. L'union de ces deux mots : *France, République*, est désormais indissoluble.

L'avenir, le repos, la grandeur, la concorde, le salut, tout est là. Chaque patriote doit donc dévouer à la fondation, à la stabilité de la République tout ce qu'il a, tout ce qu'il est.

Et quelle plus belle entreprise a jamais appelé le concours des gens de cœur, des gens de bien ? Notre République n'est pas une vaine forme ; elle n'a pas seulement pour objet de déplacer le pouvoir

ou l'explosion de tous les peuples de l'Europe attestant la vérité de ces impérissables principes. Voyez le monde prêt à se lever et à les réaliser. La France était déchue, trois mots ont suffi pour la réhabiliter et relever sa grandeur dans la conscience universelle; la France a régénéré le monde en régénérant la vérité.

Nous devons tous notre part, notre admiration, notre concours à cette œuvre immense et magnifique. La terre nous contemple étonnée et dans l'attente. Elle va nous juger sur nos actes. Elle ne demande qu'à nous imiter. Que la liberté s'allie avec l'ordre, que l'égalité se concilie avec l'autorité, que la fraternité ne devienne pas le combat des factions ou des ambitions personnelles, que la République en un mot se montre fidèle à elle-même, et la France sera le modèle des nations, et les nations se précipiteront avec enthousiasme sur ses traces. Notre ascendant, notre gloire, nos destinées, sont dans nos mains. Il serait bien coupable celui qui, pour obéir à des passions ou à des souvenirs, viendrait troubler ce travail solennel d'une nation dans l'enfance des plus belles institutions qu'ait connues l'humanité.

Citoyens, dans un gouvernement républicain, chaque individu doit une part de sacrifices et de dévouement égale à sa part d'intelligence et de puissance personnelle. Le peuple a beaucoup fait; il a été héroïque, magnanime, clément. Il a deux fois, de son sang, sauvé la liberté: en 1830 et 1848. La victoire en 1830 a été improductive pour lui; celle de 1848 portera sa moisson. Il a eu des préventions, des défiances; ce n'est pas sa faute. Nous sommes tous le Peuple; servons le peuple avec la ferme pensée non de le mettre à notre service, mais de nous mettre à son service.

De grandes questions, des problèmes profonds et redoutables sont soulevés. Le temps des ajournements est passé; ces problèmes, il faut les résoudre. La vieille société doit se rajeunir et se renouveler. Un Gouvernement provisoire, né de la victoire et de la nécessité, a pris la direction des destinées de la République. Nous lui devons tous notre sympathie et notre reconnaissance, notre concours, même indulgent; car sans cette indulgence, vous lui imposeriez une tâche au-dessus des forces humaines. — Voilà sur quels principes et avec quelle résolution notre club s'adresse au public et espère son adhésion. Humbles ouvriers dans ce grand travail national et social, nous y apporterons toute notre bonne volonté, toute notre sincérité, les sentiments de la fraternité la plus complète, les convictions les plus dévouées. Heureux le jour où, après avoir contribué de nos faibles efforts à fonder sur les bases de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, cette constitution républicaine qui doit faire le tour du monde, nous pourrions nous reposer à l'ombre de cette République régulière, organisée, admirée!

Obsèques du citoyen Mesnard.

A cette heure où la France porte ses regards sur l'avenir avec tant de joie et d'espérance, l'implacable Mort l'oblige cependant à jeter un regard plein de larmes sur le passé, car février moissonne encore ses victimes! Toutefois, la main puissante d'un peuple victorieux métamorphose tout ce qu'elle touche, et d'un cortège funèbre elle sait faire une marche triomphale.

Des députations de toutes les légions de la garde nationale de Paris étaient réunies, dès onze heures du matin, dans la cour des Tuileries; à leur suite on remarquait deux compagnies de la garde mobile, une compagnie de la garde urbaine et une autre de troupe de ligne. Tout le corps médical de service aux Tuileries a regardé comme un précieux honneur d'assister au convoi d'un brave; une partie des membres de la commission des récompenses nationales, accompagnés de leur président, ont pris place au cortège; mais ce qui frappait surtout les regards, c'était cette noble troupe de héros mutilés qui, oubliant ses souffrances, avaient voulu escorter leur compagnon d'armes jusqu'à sa dernière demeure. A midi précis, le corps sortit des Tuileries escorté du clergé de Saint-Germain-l'Auxerrois, et après le service, qui fut célébré dans leur église, auquel tous ont assisté avec le plus profond recueillement, le convoi s'est acheminé lentement vers le cimetière du Père-Lachaise. Sur son passage, la foule s'inclinait en demandant avec inquiétude: « Qui donc est mort? — C'est le citoyen Mesnard, répondait-on de toutes parts, blessé à mort sur la place du Palais-Royal, au combat du 24 février. »

Une fois le service funèbre terminé, M. le curé de Saint-Germain-l'Auxerrois a fait entendre les paroles suivantes:

« Nous accomplissons en ce moment un des grands devoirs de la fraternité chrétienne, celui de la prière. C'est un beau et grand spectacle de voir au bord de la tombe d'un de nos frères cette multitude immense qui vient l'accompagner jusqu'à sa dernière demeure terrestre; mais nous savons tous que ce corps que nous confions à la terre ne lui est pas livré pour toujours, et que plus tard, par une résurrection glorieuse, il retrouvera l'âme immortelle, dont il ne se sépare

que momentanément. Nous prions donc pour notre frère tout entier, et aujourd'hui nous avons prié surtout pour que son âme soit admise, par la miséricorde de Dieu, dans cette autre patrie, cette cité immortelle, dont les heureux citoyens qui l'habitent jouissent de la véritable liberté, parce qu'affranchis du règne de toutes les passions et de tout joug humain, ils n'ont plus d'autre maître que Dieu; de la véritable égalité, parce que, dégagés des besoins du temps, ils possèdent en commun le bien suprême, qui est Dieu; et enfin, de la véritable fraternité, parce que, remplis tous du même amour, ils s'aiment dans le même père, qui est Dieu. Pendant que nous suivons le chemin pénible de cette vie, pratiquons toutes les grandes vertus chrétiennes dans le degré possible à notre imperfection; que le fort soutienne le faible, et qu'il y ait pour nous, ministres de la religion, place au milieu de nos frères, pour soutenir leur cœur et les encourager par le récit des consolantes espérances du ciel. »

Après ce discours, qui fut écouté avec un silence religieux, M. Léon Jaybert, président de la commission des récompenses nationales, s'est avancé sur le bord de la tombe, et s'est exprimé en ces termes:

Citoyens, Quelle est grave et solennelle notre réunion autour de ce cercueil! Quelle doit nous inspirer de nobles pensées!

Nous venons rendre un dernier devoir à un de nos frères, à un de ces hommes d'élite qui sont tombés parce qu'ils ont fait de leur corps un rempart vivant à la liberté!

Que ce souvenir mêlé quelque douceur à l'amertume de nos regrets... Songeons qu'il s'est endormi dans toute la gloire et la pureté de son triomphe...

Que sa famille se console, qu'elle relève son front abattu, qu'elle se souvienne bien qu'il y aura toujours gloire et bonheur pour elle, car elle vivra dans l'histoire et dans le cœur de tous les bons citoyens.

Qu'elle se console, en se rappelant les soins pleins d'affection et de dévouement dont son chef a été l'objet de la part de cette administration paternelle et désintéressée qui régit les invalides civils...

Qu'elle se console surtout, en pensant que la religion catholique, cette mère de toutes les libertés, a adouci les derniers moments du martyr que nous pleurons aujourd'hui.

Où, citoyens, ne l'oubliez pas, l'idée religieuse, l'idée catholique, l'idée du Christ, notre maître à tous, est l'emblème et l'oriflamme de toutes les libertés!!!

Aussi, je vous le dis du fond du cœur, en présence de la dépouille de notre frère, ce n'est pas sous les pavés et les balles de février que s'est née notre jeune République, c'est sous la tiare de Pie IX!!!

A ces mots, un murmure se fit entendre dans la foule, et l'on vit s'avancer un jeune capitaine de la garde urbaine, qui interrompit d'un geste l'orateur: — « Je ne prétends pas protester ici contre vos paroles, dit-il d'une voix forte, je viens seulement rétablir les faits. — La République française a été créée par nos pères en 89, et c'est le peuple qui l'a reconquise en février... et si jamais quelqu'un tentait de nous la ravir, on verrait... » Des rumeurs arrêtaient la menace qui était prête à sortir de sa bouche... — « Ne maudissons pas davantage une tombe ouverte! » s'écrièrent plusieurs voix. Et aussitôt le jeune capitaine reprit sa place dans les rangs.

Retirons-nous, citoyens, reprit M. Léon Jaybert, avec ce calme, cet ordre, signe certain des nobles et grandes douleurs; mais avant, jurons tous sur ce cercueil de rester unis jusqu'au dernier jour de notre existence pour assurer le triomphe de la liberté!!!

Et la foule se dissipa aux cris mille fois répétés de: « Vive la République! »

NOUVELLES DIVERSES.

Le dépouillement des scrutins s'est continué aujourd'hui à Paris. Les résultats en sont éminemment significatifs et favorables. Une majorité imposante paraît acquise à MM. Lamartine, Dupont (de l'Eure), Garnier-Pagès, Arago, Marrast, Marie, Belmont, Crémieux, Cormenin, Béranger, Buchez, Duvalier, Carnot, Berger, Moreau, Cavaignac, Lamoricière, Coquerel, Lacordaire, Lamennais, Perdiguier, Vella....

Les opérations seront sans doute terminées demain, et notre prochain numéro contiendra le résultat définitif et si vivement attendu. — Une quasi émeute a eu lieu aujourd'hui sous le péristyle de la Bourse; il s'agissait d'affiches apposées sur les colonnes et immédiatement déchirées. Ces affiches convoquaient, de la part de M. Olinde Rodrigues, les travailleurs des deux sexes à assister dimanche, dans la grande salle de la Bourse, au développement du plan de constitution sorti du cerveau de l'ex-Saint-Simonien. A cette occasion, chacun se demandait ce qu'était dans le gouvernement qui nous régit aujourd'hui M. Olinde Rodrigues, à quel titre il était propriétaire exclusif du palais de la Bourse dimanche prochain, et qui lui avait concédé ce droit. On se demandait pourquoi l'autorité avait accordé la permission de développer les bases d'une constitution future à un citoyen connu seulement par des idées socialistes ou plutôt anti-sociales, mélange bizarre de communisme et de saint-simonisme. En effet, si le gouvernement connaît et approuve le plan qu'il permet de développer publiquement, et avec une certaine solennité, pourquoi n'en assume-t-il pas la responsabilité en le proposant lui-même? Si, au contraire, ce qui nous paraît beaucoup plus probable, le gouvernement ne connaît ni n'approuve la constitution de M. Olinde Rodrigues, pourquoi convertir un monument public en chaire politique?

Certes, nous sommes les premiers à soutenir que chaque pensée doit pouvoir se produire librement, mais il existe assez de clubs ouverts pour cet effet sans changer la destination de nos monuments.

— Une dépêche télégraphique annonce la nomination dans l'Aude des citoyens Armand Barbès, Sarrans, Trinchaut, avocat, commissaire du Gouvernement; Raynal, Théodore, sous-commissaires; Joly fils, Marc Solier et Anduze.

— Faubourg-Montmartre, à l'entrée de la rue Grange-Batelière, une tapissière est passée sur les jambes d'un vieillard accusant environ 70 ans. En tombant, il s'est, en outre, fait une blessure à la tête. La multitude de voitures qui affluent sans relâche à ce carrefour rend ce passage très-dangereux aux piétons, et il s'écoule rarement de semaine ou quelque événement du même genre n'y arrive. L'autorité devrait, autant que possible, prendre, dans l'intérêt public, des mesures de précaution propres à en prévenir le retour si souvent répété.

— Nous apprenons une bien triste nouvelle: Mgr Paul Naudou, archevêque d'Avignon, a succombé à une attaque d'apoplexie qui l'a surpris à la messe solennelle du jour de Pâques, au moment où il recevait les ablutions. Ce prélat, né aux Angles (Pyrénées-Orientales), le 22 octobre 1794, avait été sacré évêque de Nevers au mois de novembre 1834. Il occupait avant la place de supérieur du séminaire de Perpignan.

— Hier, à trois heures de l'après-midi, deux malfaiteurs s'étaient introduits dans la maison sise boulevard Bonne-Nouvelle, n° 31, et avaient déjà ouvert, à l'aide de fausses clés, la porte d'un appartement, lorsque les locataires sont rentrés par hasard et ont donné l'alarme; aussitôt les gardes nationaux du poste voisin ont été requis, et pendant que trois d'entre eux cherchaient la porte-cochère, trois autres cherchaient partout, montaient même sur le toit le sabre à la main, et enfin découvrant les deux voleurs postés derrière une cheminée. Ces deux hommes, jeunes, très-bien vêtus et d'assez bonne tournure, ont été conduits au poste au milieu d'une foule immense que cet événement avait attiré. A cinq heures du soir l'un d'eux a été trouvé pendu aux barreaux de la fenêtre du corps de garde.

— Le ministre de la marine et des colonies a reçu le rapport suivant du chargé d'affaires de France au Venezuela, en date de Caracas, le 27 janvier 1848:

« Monsieur le ministre,

« Je profite de la première occasion pour vous informer qu'un grand attentat a été commis le 24 de ce mois. Le congrès, qui s'était réuni pour délibérer sur l'opportunité de sa translation à Porto-Cabello, a été dispersé à coups de fusil! Trois de ses membres ont été tués; deux sont grièvement blessés. Dans cet épouvantable désordre, plus de trois cents personnes, parmi lesquelles plusieurs sénateurs et députés, échappés au massacre, se sont réfugiés sous le pavillon français, que je m'étais empressé de faire arborer sur cette légation. Pendant toute la journée du 24, j'ai veillé moi-même, à ma porte, à la sûreté de mes hôtes, auxquels j'avais juré qu'on ne parviendrait jusqu'à eux qu'en passant sur mon cadavre. Le soir, on m'envoya, sur ma demande, une garde de vingt-cinq hommes; je n'en passai pas moins la nuit sur pied, me multipliant autant que mes forces me le permettaient, pour rassurer tant de malheureux frappés de terreur et qui n'avaient, disaient-ils, de confiance qu'en moi.

« Aujourd'hui encore, j'ai chez moi plus de deux cents personnes qui bénissent le pavillon protecteur de la France!

« J'ai eu aussi le bonheur de sauver la famille du général Paëz, que je tâcherai d'embarquer le plus tôt possible pour l'île de Curaçao.

« Vous apprendrez d'ailleurs avec plaisir qu'un Français n'a souffert dans cette circonstance, grâce aux démarches que je me suis empressé de faire auprès de l'autorité, de concert avec mes honorables collègues les chargés d'affaires des Etats-Unis, d'Espagne et de Danemark. Ci-joint copie de la note que nous a adressée le ministre des relations extérieures le jour même où nous avons été, à travers une soldatesque effrénée, réclamer toute la protection qui était due à nos nationaux. J'avais, d'ailleurs, eu soin, quelques heures avant la catastrophe, d'aller en personne engager un grand nombre de Français à se réunir chez moi au moment du danger. La plupart ont préféré veiller eux-mêmes sur leurs établissements; et ils ont bien fait, je crois, car, d'après les mesures que nous avions prises, mes collègues et moi, les étrangers étaient peut-être, dès le 24 au soir, plus en sûreté chez eux que partout ailleurs.

« Tout le monde a maintenant les yeux fixés sur le général Paëz, qui se trouve dans les Llanos... Que dira-t-il d'un si horrible attentat? Nous ne serons fixés à cet égard que dans une quinzaine de jours.

« Veuillez agréer, etc. DAVID. P. S. La plus grande alarme règne toujours dans cette capitale. J'ai encore une centaine de personnes chez moi.

« Pour que la ville ne fût pas entièrement désertée, le pouvoir exécutif a fait fermer le port de la Guayra. J'ai d'ailleurs réclamé et obtenu que les Français et nos bâtiments de commerce pussent quitter ces parages quand cela leur conviendrait.

« L'autorité vient de faire enlever les bonnets phrygiens dont, à la suite des journées de Février, on avait coiffé les statues équestres de Louis XIV, sur la place des Victoires, et Louis XIII, sur la place des Vosges (ci-devant Royale). Le monument de Molière a de même été débarrassé des emblèmes républicains qui l'ornaient, et à la faveur desquels la statue de l'immortel auteur de *Tartuffe* avait échappé à une complète destruction.

Le fait est que le 24 février, au matin, certains individus, plus belliqueux que lettrés, avaient émis l'idée de faire servir les matériaux du monument à la construction d'une barricade.

— Des perquisitions viennent d'avoir lieu, en vertu d'une commission rogatoire du citoyen Filhon, juge d'instruction, à la Chapelle-Saint-De-

nis et à la Villette, chez le nommé Provenchère et sa concubine, la fille Girard, inculpés d'usage, d'abus de confiance, et signalés comme prêtant sur gages.

Ces perquisitions ont amené la saisie d'une grande quantité d'objets, tels que glaces, linge, bijoux, cristaux, services de table, etc., établissant le véritable prêt sur gages.

Librairie.

COURS COMPLET D'AGRICULTURE ou *Nouveau Dictionnaire d'Agriculture*, théorique et pratique d'économie rurale et de Médecine vétérinaire, rédigé sur le plan de l'ancien Dictionnaire de l'abbé Rozier, par MM. de MOROGUES, MIREUX, HÉRICART DE THURY, ANTOINE, PAYEN, BARTHELEMY aîné, GROGNIER, etc., etc. 4^e édition revue et corrigée; 19 beaux volumes, gr. in-8 à deux colonnes, augmentés de l'Agriculture dans tous les temps et chez tous les peuples, par LONOU. — Prix 80 fr. — Chez Dauvin et Fontaines, libraires, 35, passage des Panoramas.

ŒUVRES COMPLÈTES DE PLUTARQUE Traduites du Grec, par RICARD, 9 tomes vol. in-12, dit format anglais à 3 fr. Chaque partie se vend séparément.

ŒUVRES MORALES, traduites du grec, par RICARD, nouvelle édition, publiée par les soins de M. Aimé MARTIN, 5 tomes vol. à 2 fr. 50 c.

VIES DES HOMMES ILLUSTRES, traduites par RICARD, précédées d'une *Vie de Plutarque*. Nouvelle édition, 4 tomes vol. in-12, dit format anglais, à 3 fr.

LE FOYER BRETON Traditions populaires, par MM. Tony Johannot et O. Pengilly, etc. Orné de vignettes sur bois tirées dans le texte, charmantes gravures sur acier tirées à part. 1 vol. in-8, prix: 5 fr.

BRETAGNE ET VENDÉE Histoire de la Révolution française dans l'Ouest, par PIERRE CHEVALIER, 1 vol. grand in-8 illustré de grand nombre de gravures sur acier et sur bois, par O. Pengilly. Prix: 15 fr.

Chez Dauvin et Fontaine, libraires, 35, passage des Panoramas.

HISTOIRE PARLEMENTAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

ou *Journal des Assemblées nationales*, depuis 1789 jusqu'en 1815, contenant la narration des événements, les débats des assemblées, les discussions des principales sociétés populaires, et particulièrement de la société des Jacobins, les procès-verbaux de la commune de Paris, les séances du tribunal révolutionnaire, le compte-rendu des principaux procès politiques, les détails de budgets annuels, le tableau du mouvement moral, extrait des journaux de chaque époque, etc., précédé d'une introduction à l'histoire de France jusqu'à la convocation des Etats-Généraux, par J.-B. BACHEZ et P.-J. ROUX. 40 vol. in-8; prix: 140 fr.; chez Dauvin et Fontaine, libraires, passage des Panoramas.

L'Histoire Parlementaire de la Révolution française en 40 vol. in-8, contient la matière d'au moins 100 volumes. Tous les documents originaux relatifs à cette époque, tels que les journaux, mémoires, pamphlets, etc., etc., sont reproduits en entier ou par extrait, suivant leur importance, en sorte que cette collection dispense de tous les autres ouvrages, de toutes les autres collections. On peut dire par conséquent que c'est le seul livre qui fasse connaître à fond l'histoire de notre première révolution.

MANUEL COMPLET DES GARDES NATIONALES, contenant: 1° les écoles de soldat, de peloton, de

bataillon, les fonctions des guides, la consigne, etc. des places, et de la loi sur la garde nationale. Un gros volume in-18.

MANUEL DU GARDE NATIONAL A CHEVAL. Théorie et instructions pour l'armement, la manœuvre, le service, etc. A Paris, chez L. Dumaine, libraire des Armées, République française et des Gardes nationales, passage Dauphine, 36.

Industrie.

ENVELOPPES à 4 FR. le 1,000 pour enveloppes pectus, etc. Grande fabrique à Courbevoie, près la papeterie MARION, cité Bergère, 14, où l'on trouve aussi des papiers à lettres de toutes espèces à des prix modérés. Cachet protecteur appliqué aux enveloppes.

A MEAUX (impasse Hottingers), pension de famille, gens; prix très-modéré; trajet facile et peu coûteux par le bateau-poste, passage du pont de-Boulogne, et bientôt par le chemin de fer.

Avis divers.

Marine et Colonies.

Adjudications. Au port de Brest, le 2 mai 1848: Transport de munitions navales de Brest à la Marine.

Au port de Brest, le 20 mai 1848: 223,000 kilogr. cuivre rouge en feuilles à doubler en planches.

Au port de Lorient, le 27 avril 1848: 800,000 kilogr. lino régulier en foute de fer.

Au port de Toulon, le 20 mai 1848: Lignes, raves, fauconniers et carreaux en acier moulés. Lignes en acier fondu. Fer blanc et fer noir en feuilles. Nota. L'adjudication qui devait avoir lieu à Brest le 22 avril 1848, pour la fourniture de 300,000 kilogr. de fer laminé supérieur, est remise au 29 du même mois.

Les cahiers de conditions particulières sont déposés aux bureaux des approvisionnements, tant à Brest, Lorient et Toulon, qu'au ministère de la marine.

Locations.

A LOUER, boulevard d'Enfer, 12, appartement de 5 pièces principales et joli jardin. S'adresser à M. Poux, rue du Hasard, 1.

A LOUER, maison de campagne et dépendances, à deux kilomètres d'Evreux (Eure). S'adresser à M. Cheffeville, notaire à Evreux, rue Chartraine, 24.

A LOUER, à Versailles, rue des Chantiers, 10, un appartement ou une maison seule et jardin.

A VENDRE, une excellente calèche de voyage. S'adresser au concierge du n° 390, rue Saint-Hippolyte, ou à M. Fabre, 89, rue Neuve-des-Mathurins.

Le Gérant, A. S. MONTFERMIER.

Paris.—Imp. de E. BRIERE, rue Sainte-Anne, 15.

Bourse de Paris du Jeudi 27 avril 1848.

EFFETS PUBLICS.			VALEURS DIVERSES.		
Trois 0/0 jous. de mars. Au comptant.	47 50	48 00	46 25	47 00	Caisse Gouin.....
Id. Fin courant.	47 50	48 00	46 25	47 25	— Ganneron.....
Quatre 0/0 j. de mars. Au comptant.	47 50	48 00	46 25	47 25	— Baudouin.....
Id. Fin courant.	47 50	48 00	46 25	47 25	— Hypothécaire.....
Cinq 0/0 j. de déc. Au comptant.	67 68	69 00	67 68	69 00	Canaux à 4 canaux.....
Id. Fin courant.	67 68	69 00	67 68	69 00	— Act. de jous.....
Trois 0/0 1847 j. de déc. Au comptant.	67 68	69 00	67 68	69 00	— 3 canaux.....
Id. Fin courant.	67 68	69 00	67 68	69 00	— Act. de jous.....
Banque de France. Au comptant.	1575	1580	1580	1590	Bourgoigne.....
Obligations de la ville 5 0/0.	1040	1030	1035	1040	— Act. de jous.....
Rentes de la ville 3 0/0.	1040	1030	1035	1040	Forges de l'Aveyron.....
Bons du Trésor perte 39 0/0.	1040	1030	1035	1040	Hauts fourneaux (Nord).....
CHEMINS DE FER (Au comptant.)					
Orléans libérés.	580	590	585	590	Charbon belge.....
Orléans libérés.	580	590	585	590	— Vieille-Montagne.....
Rouen libérés.	445	450	445	450	— Nouv.-Montagne.....
— Obligation 1846.	205	210	205	210	De Stolberg.....
Havre libérés.	205	210	205	210	Valentin-Cochet.....
— Obligation 1846.	205	210	205	210	Lins: Maberly.....
Boulogne libérés.	205	210	205	210	— Union Minière.....
— Obligation 1846.	205	210	205	210	Lits militaires.....
Nord 250 payés.	370	380	370	380	VALEURS ÉTRANGÈRES.
— Obligation 1846.	370	380	370	380	Belgique 5 0/0 1840.....
Paris 250 payés.	370	380	370	380	— 5 0/0 1842.....
— Obligation 1846.	370	380	370	380	— 5 0/0 1844.....
Seine 250 payés.	370	380	370	380	— 5 0/0 1846.....
— Obligation 1846.	370	380	370	380	Espagne 3 0/0.....
Strasbourg 250 payés.	370	380	370	380	— Ventes, receipt. Roll.....
— Obligation 1846.	370	380	370	380	Rome.....
Montpellier 250 payés.	370	380	370	380	Hollande 5 0/0.....
— Obligation 1846.	370	380	370	380	— 5 0/0 1840.....
Dieppe et Fécamp libérés.	430	440	430	440	Portugal 5 0/0.....
La Teste.....	430	440	430	440	— 5 0/0 1840.....
Sceaux.....	430	440	430	440	Emprunt d'Italie.....
Metzhouse à Thann.....	430	440	430	440	— grec.....
Saint-Etienne.....	430	440	430	440	— du Piémont.....
Saint-Quentin.....	430	440	430	440	Cinq 0/0 autrichien.....

BULLETIN. Le 5 0/0 s'est élevé à 68 75, et le 3 0/0 à 48 fr. Ce dernier s'est fermé à 47 25. Les actions des chemins sont demeurées fermes; mais la banque a fléchi de 20 fr.; on dirait qu'il lui a été versé 1,500 fr. sont tombées à 1,490 fr.

Les élections, suivant tous les rapports, promettent une Assemblée modérée, composée d'hommes d'ordre, de sens et de savoir. La Bourse était aujourd'hui dans un état d'ivresse qui tenait du vertige. Chacun se montrait les listes des candidats qui donnaient au parti Lamartine une majorité de 120 voix contre 600 au parti Ledru-Rollin. Aussi, toutes les opérations se sont faites en hausse, et les transactions ont été nombreuses.

On disait, nous le répétons comme bruit de bourse, que M. Ledru-Rollin, qui avait menacé depuis deux jours de donner sa démission, s'était tout à coup rapproché de M. Lamartine en abandonnant franchement les amis de la veille.

Cette nouvelle était accueillie avec une certaine satisfaction; tout le monde connaît les sentiments véritablement républicains de M. Ledru-Rollin, et chacun regrettait l'exagération dans laquelle il s'était trouvé jadis par des amis imprudents.

Bruxelles, 26 avril. — Emp. Ard. 7 3/8; 5 0/0 1840 60 5/8, 1842 64; 1 1/2 0/0 56 1/2; 4 0/0 49.

Londres, 26 avril, 4 heures du soir. — Compt. 82; 9 mai 82.

Cité, midi. — Les fonds anglais avaient ouvert aujourd'hui avec un peu de hausse, mais les nouvelles d'Irlande étant considérées comme défavorables, ils ont ensuite fléchi légèrement. Les cours des lides au comptant et pour compte ont été faits à 82 1/4 d'ind. puis à 81 7/8. Actions de la Banque d'Irlande à 188; 3 0/0 réduit 80 1/4; 5 1/4 0/0 81 3/8; fonds ind. 229; bons de l'Echiquier. 42 à 44; 3 0/0 esp. 21 1/4; 5 0/0 11 5/8; mexic. 15. Les actions des chemins de fer sont stationnaires.

Cité, 2 heures. — Les fonds anglais sont languissants. Cons. 81 3/4 7/8 au comptant et pour compte; actions de la banque 187 à 189; bons de l'Echiquier. 42 à 45; nov. 3 1/4 81 3/8; fonds esp. 11 5/8; 3 0/0 21 1/2; portug. 45; mexic. 15; russe en hausse. Il y a moins dans les chemins de fer.

Cité, 3 heures. — Cons. pour compte 81 7/8 82.

Nous avons reçu des nouvelles de Lisbonne jusqu'à la date du 20 courant. Lord Palmerston s'est enfin intéressé aux porteurs de rentes portugaises, en protestant contre le non-paiement des arrérages. L'escompte des billets de la banque de Lisbonne, s'est élevé à 57 1/2 0/0.

L'argent est toujours facile. Les principales maisons d'escompte trouvent de la difficulté à employer leurs fonds. Il ne paraît pas y avoir de dispositions à faire des spéculations sur les objets de consommation. Le riz, le safran et le rhum sont bien tenus.

Amsterdam, 25 avril. — Les fonds nationaux étaient plus en faveur, et les affaires ont été assez animées. Espagnols sans variation avec un commerce insignifiant; russes demandés à des cours élevés; autrichiens sans variation avec un commerce insignifiant; russes demandés à des cours élevés.

Madrid, 25 avril. — 3 0/0 21 1/2 au comptant (après la bourse 21 3/8 1/4 arg.); 5 0/0 44 arg. (après la bourse 43 3/4 arg.); dette sans int. 5 pap. (après la bourse 4 7/8 à 5 arg.); coup. 9 pap. valés non consol. 7; banque de Saint-Ferdinand 94 arg., 96 pap. — Changes: Paris 4 90 arg., Londres 43 pap.; Bayonne 5 80 arg.